

**EXCLU
DU
PRÊT**

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
27, rue Saint-Guillaume — Paris 7^e

CENTRE D'ETUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES



LA DEUXIEME REPUBLIQUE ESPAGNOLE
1931 - 1936

ESSAI D'INTERPRETATION

par

Jean BÉCARUD

Coll. 4° 1939 (7)

Série C : RECHERCHES
N° 7, octobre 1962

PUBLICATIONS DU CENTRE D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

La Fondation nationale des sciences politiques a créé, en 1952, un service chargé de conduire des recherches sur la vie politique des Etats étrangers et les relations internationales contemporaines. Ce CENTRE D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES a pour directeurs Jean-Baptiste DUROSELLE et Jean MEYRIAT.

Les chercheurs qu'il groupe ont entrepris l'étude de plusieurs thèmes d'intérêt général comme : la théorie des relations internationales ; les pays dits sous-développés dans les relations internationales ; les facteurs idéologiques dans les relations internationales.

En outre, il comprend un certain nombre de sections dont chacune se consacre à des recherches concernant un pays ou une région du monde contemporain : Etats-Unis d'Amérique, Europe occidentale, Europe méditerranéenne, U.R.S.S. et Chine, Afrique du Nord, Afrique au Sud du Sahara, Moyen-Orient, Asie du Sud-Est.

Les travaux des chercheurs et des sections du Centre ont donné lieu aux publications suivantes :

Série A : CAHIERS

(dans la collection « Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques »)

1. GROSSER (Alfred) éd. — *Administration et politique en Allemagne occidentale* (« Cahier de la F.N.S.P. » n° 57, 1954). NF 8,75.
2. DUROSELLE (Jean-Baptiste) éd. — *Les relations germano-soviétiques de 1933 à 1939* (« Cahier de la F.N.S.P. » n° 58, 1954). NF 8,75.
3. BOBROWSKI (Czeslaw) — *La Yougoslavie socialiste* (« Cahier de la F.N.S.P. » n° 77, 1956). NF 9,25.
4. GROSSER (Alfred) éd. — *Les relations internationales de l'Allemagne occidentale* (« Cahier de la F.N.S.P. » n° 78, 1956). NF 10,00.
5. DUROSELLE (Jean-Baptiste) éd. — *Les frontières européennes de l'U.R.S.S., 1917-1941* (« Cahier de la F.N.S.P. » n° 85, 1957). NF 14,25.
6. BOUVIER (Charles) — *La collectivisation de l'agriculture : U.R.S.S., Chine, Démocraties populaires* (« Cahier de la F.N.S.P. » n° 91, 1958). NF 9,75.
7. MEYRIAT (Jean) éd. — *La Calabre, une région sous-développée de l'Europe méditerranéenne* (« Cahier de la F.N.S.P. » n° 104, 1960). NF 18,00.

Série B : ETATS DES TRAVAUX

(extraits de la « Revue française de science politique »)

1. L'Espagne contemporaine, par Jean MEYRIAT (juin 1955).
2. L'Allemagne occidentale, par Alfred GROSSER (septembre 1955).
3. Israël, par S.N. EISENSTADT (décembre 1955).
4. Evolution récente de l'U.R.S.S., par B. APREMONT et Stuart SCHRAM (mars 1956).
5. La Yougoslavie contemporaine (juin 1956).
6. La Grande-Bretagne contemporaine, par François CROUZET (septembre 1956).
7. La Suède contemporaine, par Raymond FUSILIER et Bo KARRE (décembre 1956).

142809

FONDATION NATIONALE
DES
SCIENCES POLITIQUES

CENTRE D'ETUDE
DES

RELATIONS INTERNATIONALES



LA DEUXIEME REPUBLIQUE ESPAGNOLE

1931 - 1936

Essai d'interprétation

par
Jean BECARUD

ISBN de la version numérique : 9782724684469

Série C : RECHERCHES
n° 7, octobre 1962

TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION</u>	2
<u>CHAPITRE I.</u> L'évolution politique de l'Espagne de 1874 à 1931	3
1) Cánovas et la Restauration (1874-1898)	3
2) La désagrégation du système canoviste (1898-1923)	7
3) La dictature de Primo de Rivera (1923-1931)	14
<u>CHAPITRE II.</u> L'Espagne en 1931	17
1) L'Eglise	17
2) L'oligarchie terrienne	21
3) L'armée	22
4) Les républicains	24
5) Autonomistes catalans et basques	27
6) Les classes populaires	28
a) Socialisme et U.G.T.	28
b) Anarchisme et C.N.T.	31
<u>CHAPITRE III.</u> L'avènement de la République et les Cortès constituantes	34
1) Les élections municipales d'avril 1931	34
2) Les élections du 28 juin 1931	36
a) Conditions générales	36
b) Géographie du scrutin	38
3) Les Cortès constituantes et le "Bienio Rojo" (1931-1933)	44
<u>CHAPITRE IV.</u> Les élections de 1933 et le "Bienio Negro"	47
1) Les élections du 19 novembre 1933	47
a) Conditions générales	47
b) Géographie du scrutin	51
2) Le "Bienio Negro" (1933-1935)	56
<u>CHAPITRE V.</u> Le "Frente popular" et les élections de 1936	61
1) Les élections du 16 février 1936	61
a) Conditions générales	61
b) Géographie du scrutin	63
2) Des élections de février au soulèvement militaire	74
<u>CONCLUSION</u>	77
<u>OUVRAGES ET ARTICLES CONSULTÉS</u>	78
<u>TABLE DES CARTES</u>	81

INTRODUCTION

L'Espagne contemporaine offre une des illustrations les plus significatives de l'écart qui peut se creuser entre la structure politique réelle d'un Etat et l'image que voudrait en donner l'édifice théorique de sa Constitution. En 1920, ce pays ressortissait au type classique de la monarchie parlementaire ; comme la Belgique ou l'Italie, il avait un roi qui, théoriquement au moins, régnait sans gouverner, et des partis politiques s'affrontant dans un cadre bicaméral ; la vie des ministères y était tout au plus spécialement brève, les remous sociaux particulièrement fréquents. Quelques années plus tard, après le coup d'Etat du général Primo de Rivera, il était permis de penser qu'on assistait en Espagne à l'instauration pure et simple d'une dictature sur les ruines d'un régime parlementaire condamné par sa propre impuissance, suivant une évolution dont l'Italie venait de donner l'exemple.

Et cependant, dans l'un et l'autre cas, ce tableau ne rend pas compte de situations infiniment moins simples. La part de la fiction dans les mécanismes constitutionnels, l'archaïsme persistant des structures économiques et sociales, l'action d'un certain nombre de facteurs étrangers au jeu politique proprement dit, mais orientant souvent le pouvoir de façon décisive, font en effet que nulle part autant qu'en Espagne, il n'importe de ne pas s'en tenir à l'aspect immédiat des différents régimes politiques.

La même constatation s'impose à propos de la République démocratique et parlementaire qui s'instaure à partir de 1931 et qui durera jusqu'au soulèvement militaire de 1936.

C'est à une connaissance plus complète des grandes forces qui, derrière la succession des gouvernements, ont commandé l'existence agitée de la Deuxième République espagnole, que ces pages voudraient contribuer. Pour cela, après avoir rappelé les données historiques indispensables, on essaiera d'analyser la situation de l'Espagne en 1931, au moment de l'avènement du nouveau régime. Ensuite, on tentera de suivre le flux et le reflux des principaux courants politiques et sociaux, en utilisant essentiellement les résultats des trois élections générales de 1931, 1933 et 1936. Ces élections restent en effet les consultations les plus authentiques que le pays ait connues et, à ce titre, méritait d'être étudiées avec soin, bien que l'on ne dispose pour le faire que d'une information statistique très insuffisante. Ce dernier fait, ainsi que la méthode d'interprétation choisie basée avant tout sur le fait électoral, marquent bien les limites de ce travail qui ne prétend être qu'une simple esquisse.

CHAPITRE I

L'EVOLUTION POLITIQUE DE L'ESPAGNE DE 1874 A 1931

Pour comprendre l'extraordinaire complexité des problèmes espagnols en 1931, il faut remonter assez loin dans le temps. Les grands traits de la physionomie politique du pays, tels qu'ils se trouvent fixés à cette date, se sont dessinés en effet au cours de la période qui s'ouvre en 1874 avec le retour des Bourbons sur le trône, période que les Espagnols appellent la Restauration. Cette Restauration amenant, après le court règne d'Amédée de Savoie et une éphémère expérience républicaine, le rétablissement de la Monarchie en faveur d'Alphonse XII, fut suivie de la mise en vigueur d'une nouvelle constitution qui devait fonctionner pendant 50 ans, durée remarquable si l'on songe aux nombreux statuts politiques que l'Espagne avait vu se succéder depuis le début du XIX^e siècle.

1) Cánovas et la Restauration (1874-1898) -

L'artisan essentiel de la Restauration, Cánovas del Castillo, fut aussi le principal inspirateur de cette Constitution. Il convient de s'arrêter un moment sur lui et d'indiquer les objectifs qui étaient les siens, car sa forte personnalité a marqué de façon déterminante le système politique qui s'instaure alors. Cánovas se trouve en 1874 en présence d'un pays qui s'efforce en vain d'atteindre son équilibre. Depuis 1815, l'Espagne a connu en même temps qu'une suite de régimes très divers, de longues périodes de guerre civile, d'émeutes et de séditions militaires. Si le pays a eu pendant ces années agitées quelques moments de calme relatif, il les a dus souvent à la dictature plus ou moins avouée de quelque général à poigne, faisant cesser pour un temps le désordre avant de succomber lui-même à un nouveau pronunciamiento. Cánovas estime qu'il est urgent de ménager à tout prix à l'Espagne une période de repos assez longue pour lui permettre de refaire ses forces. C'est dans ce but qu'il va combiner les ressorts d'un régime susceptible de faire disparaître les aspects les plus criants de cette instabilité politique qui lui

paraît le mal essentiel. Au cours de ces années de calme, pourra se constituer peut-être, estime Cánovas, la classe dirigeante évoluée qui manque si cruellement à l'Espagne, son apprentissage politique se faisant dans le cadre des institutions parlementaires à l'anglaise que la nouvelle Constitution vient de mettre en place.

Ce programme comportait, comme condition préalable, la fin de l'intrusion directe dans la vie publique de l'Eglise et de l'armée. Derrière le carlisme, qui maintenait en état d'effervescence chronique tout le nord du pays, c'est en effet l'Eglise que l'on retrouvait, ou tout au moins une large fraction du clergé, tant séculier que régulier. En même temps que les forces gouvernementales achevaient de réduire militairement les partisans de Don Carlos, Cánovas parvint à leur enlever le soutien de l'Eglise. S'appuyant sur le Vatican, il put remettre assez vite le clergé dans la stricte dépendance du pouvoir. L'Eglise se voyait reconnaître un certain nombre de prérogatives, notamment en matière d'éducation, mais sans recouvrer les richesses et privilèges que les dirigeants libéraux lui avaient arrachés entre 1840 et 1870. Ainsi que l'avait prévu le Concordat de 1851, l'Etat prenait à sa charge l'entretien du clergé, disposant ainsi d'un moyen de pression pour s'en assurer la docilité.

Quant à l'armée, Cánovas réussit à la cantonner dans son rôle normal en tirant parti de la lassitude qui prévalait dans tout le pays après six années particulièrement troublées, au cours desquelles divers chefs militaires prestigieux avaient confirmé leur impuissance à fonder un régime durable.

Cánovas sut voir ensuite que l'essentiel était de s'attacher la nouvelle bourgeoisie terrienne qui venait de se constituer après les profondes transformations sociales que le pays avait connues au cours des années 1840-1870. A la suite des lois de "désamortissement" (desamortización), dues notamment au gouvernement libéral de Mendizabal, les biens du clergé et une partie des biens communaux avaient été mis en vente. Il en résulta une redistribution considérable des propriétés foncières qui bénéficia pour une large part à la bourgeoisie des villes, petites et grandes. Ainsi se trouvait formée une nouvelle catégorie de propriétaires ruraux, de "terratenientes", événement de grande importance dans un pays où la possession de la terre restait la source essentielle de la richesse. Des groupes sociaux numériquement restreints mais instables, inquiets, souvent prompts à s'en prendre à l'absolutisme et au cléricanisme, étaient en passe d'acquiescer une mentalité nouvelle beaucoup plus conservatrice. Désormais, pourvu qu'un minimum de libéralisme leur fût garanti, ces milieux, et du même coup aussi les cadres de l'armée avec lesquels leurs liens étaient étroits, étaient prêts à accueillir favorablement une tentative de stabilisation. Cánovas eut l'intelligence de le comprendre; tandis que la Constitution qu'il préparait confirmait un certain nombre de libertés essentielles en matière

d'opinion, de presse, etc...il faisait du rapprochement entre la grande propriété traditionnelle et la nouvelle bourgeoisie terrienne, opposées sur un certain nombre de problèmes, mais réunies dans un souci essentiel de défense des intérêts agraires, le pivot de son système politique. Parfaitement significatif, à cet égard, est le ralliement au nouveau régime de l'ancien républicain Sagasta, représentant typique de ces milieux centre-gauche. Devenu le chef du parti libéral, Sagasta va alterner au pouvoir avec Canovas, leader incontesté des conservateurs, et cette rotation, ce "turno" qui s'opérera régulièrement, va caractériser la vie publique espagnole pendant tout le dernier quart du XIX^e siècle, et assurera au pays, il faut le reconnaître, une longue période de calme telle qu'il n'en avait plus connue depuis bien longtemps.

Pouvant appuyer sur une assise sociale bien définie la formule de compromis entre l'autoritarisme et l'anarchie qu'il avait patiemment élaborée, Canovas devait pourtant tenir compte de la masse du peuple, de ces foules en grande partie paysannes qui formaient l'immense majorité de la nation. Tout au long des siècles, sans occuper le devant de la scène, les classes populaires n'en avaient pas moins à plusieurs reprises, notamment au cours des guerres carlistes et pendant la récente Révolution de 1868, manifesté leur présence. Canovas n'avait aucune confiance en elles, il se méfiait de leur instabilité, de leur manque de maturité, de leurs penchants pour les solutions excessives. Aussi chercha-t-il délibérément à enlever aux masses populaires toute influence effective. Le mécanisme politique élaboré par lui resta entièrement oligarchique. On le constate en étudiant la politique suivie par la Restauration en matière électorale. Bien que Sagasta et les libéraux aient fait voter en 1890 le suffrage universel, contre Canovas partisan d'un système censitaire, les consultations électorales demeurèrent le plus souvent de simples simulacres. On reconnaissait bien au peuple les droits et les libertés démocratiques essentielles, mais en lui retirant pratiquement les moyens de les exercer, cela grâce à une série de procédés qu'il est intéressant d'analyser, car leurs conséquences sur la vie publique espagnole se feront sentir pendant longtemps.

Dans les campagnes, les gouvernants de la Restauration utilisèrent à fond l'influence des "caciques", ces personnages si caractéristiques de la vie provinciale espagnole. Les caciques apparurent aux alentours de 1840 à la faveur des troubles qui déchiraient alors le pays. La plupart du temps propriétaires fonciers, ils se substituaient en fait aux autorités locales et créèrent une sorte de féodalité nouvelle contrôlant un secteur plus ou moins vaste du pays. De tendance conservatrice, libérale, voire républicaine, les caciques tantôt s'opposaient entre eux, tantôt se reconnaissaient tacitement des zones d'influence. En échange des faveurs qu'ils recevaient et répartissaient quand leurs amis étaient au pouvoir, les caciques avaient pour tâche essentielle de "faire" les élections. Tous les moyens, y compris les menaces et la violence leur étaient bons pour s'assurer la docilité des électeurs. Comme

il n'y avait pratiquement aucun recours contre eux, maires et juges étant à leur dévotion, la masse des votants prit vite l'habitude de suivre passivement le mot d'ordre des caciques. Tantôt ces derniers se faisaient élire eux-mêmes, tantôt ils assuraient le succès des candidats que les chefs politiques de Madrid choisissaient dans la foule de journalistes, d'avocats, de fonctionnaires qui gravitaient autour d'eux (1). Cette alliance, cet échange de services entre les minorités dirigeantes de Madrid et les caciques des régions rurales, appartenant la plupart du temps à ces diverses couches de l'aristocratie et de la bourgeoisie terrienne dont nous avons souligné le rôle, constituent une des clefs de la Restauration.

Dans les quelques grandes villes où l'opinion publique était mieux affirmée, la diversification sociale plus grande, la fraude, la corruption sous toutes ses formes enlevaient également aux scrutins une bonne partie de leur signification.

Finalement, au lieu d'être un moyen de contrôle des gouvernés sur les gouvernants, permettant aux premiers de manifester leur accord ou leur désaccord avec ceux qui détiennent le pouvoir, les élections n'étaient plus que la sanction "a posteriori" d'opérations politiques décidées par les états-majors des partis à la suite des vicissitudes parlementaires. C'est à ce stade là que se réglait pratiquement l'alternance aux affaires des grandes formations politiques, les ministres de la "Gobernación", c'est-à-dire de l'Intérieur, bien secondés par les caciques fabriquant ensuite un Parlement dans le sens souhaité. "La règle, écrit Canalejas, consiste à respecter les principaux orateurs et hommes politiques qui ont paru plusieurs fois aux Cortès. On reçoit les listes où les chefs de groupe ont inscrit le nom de leurs amis, et, selon que ces chefs ont une attitude bienveillante ou hostile, on leur accorde un nombre plus ou moins grand de sièges de députés ou de sénateurs, en faisant en sorte toujours que la minorité la plus importante soit celle du chef désigné pour remplacer le président du conseil qui gouverne" (2).

La machine fonctionne ainsi en vase clos. La vie publique devient l'affaire exclusive d'une minorité comportant trop de gens pour qui elle n'est qu'un métier, parmi d'autres. Chez ces professionnels de la

1) Une disposition des lois électorales servit particulièrement l'action des caciques. Les conditions de candidature étant strictement réglementées, il était stipulé que, dans le cas où un seul candidat briguerait les suffrages, le scrutin n'aurait pas lieu, le candidat unique étant élu d'office. Le fait se produisait fréquemment dans les circonscriptions rurales, personne n'osant s'opposer au candidat du cacique.

2) CANALEJAS (José), "Les partis", in : L'Espagne, politique, littérature, armée et marine, etc..., Paris, Librairie Nilsson, Editions internationales, 1900, p. 34.

politique, la notion de service n'existe guère, il s'agit de conquérir les places pour ensuite jouir du pouvoir en répartissant libéralement autour de soi les avantages qu'il procure. La tentative de Cánovas pour former un personnel politique restreint, mais valable, se solde en fait par un échec. Si les Cortès comptent un certain nombre d'hommes expérimentés et de brillants orateurs, les intrigues et les rivalités personnelles y font rage, provoquant, dès avant la mort du leader conservateur, des scissions à l'intérieur des grands partis qui compromettent, avec la stabilité gouvernementale, un des mérites les moins contestables de son oeuvre. Mais c'est surtout après la guerre désastreuse avec les États-Unis, qui coïncide avec la disparition de Cánovas (1898), que les défauts du système vont s'accroître; au cours des vingt ans qui suivent, on va assister à sa dégradation progressive.

2) La désagrégation du système canoviste (1898-1923) -

Dans l'état actuel de nos connaissances sur cette période, il est difficile de faire la part des différents facteurs qui ont joué dans ce processus de désintégration. L'étroite connexion entre le régime et les intérêts agraires, que nous avons mis en relief, et qui avait été soulignée dès le début du siècle par Joaquin Costa dans sa célèbre enquête "Oligarquía y caciquismo como la forma actual del gobierno en España", semble bien avoir joué un rôle essentiel. C'est, en effet, en s'appuyant sur les différentes catégories de propriétaires terriens que Cánovas et Sagasta avaient réussi à assurer un fonctionnement apparemment régulier des institutions parlementaires. On peut rapprocher leur attitude de celle de certains fondateurs de la Troisième République qui, avec la même préoccupation d'asseoir un nouveau régime, recherchèrent le concours des milieux ruraux. Mais, tandis qu'en France existait une société paysanne relativement équilibrée, la structure sociale des campagnes espagnoles, très variable d'une région à l'autre, était caractérisée le plus souvent par l'extrême inégalité des conditions. Loin de diminuer cette inégalité, les lois de "désamortissement" qui n'avaient presque jamais bénéficié aux petits cultivateurs, l'avaient au contraire renforcée. Au lieu de prendre appui, comme la Troisième République, sur un monde rural où la petite propriété largement répandue représentait un gage de stabilité, la Monarchie constitutionnelle espagnole n'attacha sa fortune qu'à une minorité de possédants, tenant en tutelle dans le Nord des fermiers et de très petits propriétaires au sort précaire, dominant de haut dans le Sud une foule d'ouvriers agricoles privés de terres. Le "caciquisme", conséquence naturelle des liens de subordination existant dans le monde rural, a pu ainsi se développer et constituer un facile moyen de gouvernement.

Mais la domination des caciques ne subsiste qu'en maintenant dans les campagnes l'indifférence et la passivité, en empêchant tout apprentissage politique véritable. Malgré ses intentions polémiques, le tableau

que dresse Unamuno de la vie politique dans la région de Salamanque, vers 1907, semble exact dans ses grandes lignes. "Des masses entières de paysans, écrit-il, ignorent qui gouverne. Ils sont convaincus que tout s'obtient par l'influence du cacique" (1), et il ajoute plus loin : "Les villages dorment dans l'inconscience sociale et n'envoient au Parlement qu'un ramassis de grands propriétaires ou de serviteurs de ceux-ci, "Señoritos" ignorants, sportsmen incultes, jeunes gothiques, richards et surtout gens insignifiants qui sont aux ordres de ceux qui les commandent" (2). En face de ces campagnes soumises à "l'ignorance, à l'inculture, à la dégradation et à l'avarice" (3), les villes, beaucoup plus évoluées, ont le plus grand mal à faire entendre leur voix. A Salamanque même, le candidat progressiste, majoritaire dans la ville, est battu par son concurrent conservateur et catholique, grâce aux suffrages achetés à prix d'or dans les bourgades paysannes des environs.

On touche là du doigt un des vices majeurs du régime. Non seulement en s'identifiant trop exclusivement à la propriété terrienne, il maintient la stagnation dans les campagnes et s'interdit toute possibilité d'y procéder aux réformes indispensables, mais encore il empêche certaines catégories sociales étrangères au monde rural de trouver leur place normale dans l'Etat. Cánovas avait su intégrer dans le mécanisme politique qu'il avait conçu la bourgeoisie du milieu du siècle, enrichie par les lois de "désamortissement". Mais le système trop rigide qui s'était constitué ne parvenait pas à faire place à d'autres groupes sociaux, ceux des fabricants et des négociants, par exemple, qui passent au premier plan dans les régions où un développement économique moderne se fait jour. Tel est le cas avant tout de la Catalogne où, dès avant la fin du siècle, la bourgeoisie industrielle et commerciale devient socialement prédominante. Si la Catalogne va être un des points névralgiques de l'Espagne, la région où vont ressurgir plus aigus que jamais les problèmes que la Restauration avait mis en sommeil, c'est essentiellement parce que les Catalans admettent de moins en moins facilement de voir les propriétaires fonciers andalous et castillans disposer de l'Etat comme de leur bien propre, sans pour autant lui assurer un fonctionnement efficace.

Dès la fin du siècle, le mécontentement, l'espèce de sentiment de frustration des Catalans prend la forme d'un mouvement de revendication régionaliste qui acquiert très vite une grande ampleur. Appuyé sur une brillante renaissance littéraire et linguistique et sur la tradition carliste toujours forte dans la Catalogne rurale, un regroupement poli-

1) UNAMUNO (Miguel de), "La civilización es civismo", in : Ensayos, Madrid, Aguilar, 1942, t. II, p. 365.

2) Id., ibid., p. 367.

3) Id., ibid., p. 364.

tique caractéristique s'est opéré. Tandis que libéraux et conservateurs perdent presque tout crédit, le premier rôle passe en Catalogne à la "Lliga regionalista" qui défend un programme autonomiste assez modéré, en dépit de certaines outrances verbales. La "Lliga" est animée par la grande et moyenne bourgeoisie ainsi que par une partie du clergé, mais son influence déborde ces milieux, surtout dans les campagnes, et dès 1901 elle peut envoyer des députés aux Cortès. Cependant, la "Lliga" se heurte, dans la ville même de Barcelone, à une petite bourgeoisie remuante soumise à l'influence de politiciens de gauche, dont Lerroux est le plus célèbre, et qui reste pour l'instant acquise à un républicanisme centraliste et fortement anticlérical.

D'autre part, l'industrialisation a attiré en Catalogne des gens venus de toutes les régions d'Espagne, spécialement des provinces du Sud et du Sud-Est. On trouve de ce fait à Barcelone un prolétariat nombreux, en partie non catalan, et auprès duquel l'idéologie régionaliste reste à peu près sans prise. Il va en résulter pour la vie politique de la Catalogne d'importantes conséquences, car ces travailleurs des industries catalanes ont, de même que les masses rurales andalouses, constitué le terrain de prédilection des théories anarchistes qui, depuis 1850, se sont propagées en Espagne. Ces théories ont rencontré d'autant plus de succès auprès du prolétariat catalan que les dirigeants patronaux, aussi bien que le pouvoir central, se sont refusés à distinguer l'ouvriérisme authentique de l'agitation pure et simple, et ont opposé à toutes les revendications sociales un refus systématique. Un jeu politique compliqué va dès lors se jouer à Barcelone, souvent mené par les représentants du gouvernement de Madrid, dont les rapports avec les catalanistes sont en général tendus. Tantôt, contre ces derniers, le gouvernement soutient en sous main les radicaux extrémistes de Lerroux, voire les anarchistes, tantôt l'union se fait contre Madrid entre les différents groupes catalans avec la neutralité des anarchistes; tantôt enfin, le pouvoir central apaise les catalanistes en leur concédant des avantages en matière de protection douanière, terrain d'entente entre les industriels de Barcelone, travaillant surtout pour le marché intérieur, et les propriétaires fonciers, producteurs de céréales. De part et d'autre, on n'hésite pas dans les périodes critiques à faire appel à des criminels de droit commun, et les fameux "pistoleros" sont utilisés tour à tour ou à la fois, par la police, le patronat et les anarchistes. Ainsi se trouve créé à Barcelone un climat de troubles qui pèsera pendant plus de vingt ans sur la vie publique espagnole et auquel l'armée va bientôt se trouver mêlée à son tour.

L'issue désastreuse des campagnes de Cuba et de la guerre avec les Etats-Unis avait entraîné une vague d'antimilitarisme, particulièrement marquée en Catalogne, en raison notamment de l'origine castillane et andalouse de la plupart des officiers qui y étaient en garnison. De leur côté, les cadres de l'armée considéraient les thèses autonomistes, même modérées, comme des atteintes insupportables à l'intégrité nationale.

Certains journaux de Barcelone ayant publié des caricatures jugées insultantes par l'armée, de vifs incidents eurent lieu, à la suite desquels les militaires firent pression sur le gouvernement, et parvinrent à obtenir en 1907 le vote d'une loi dite de juridiction. Cette loi déférait aux tribunaux militaires, et non plus aux magistrats civils, toutes les atteintes à l'honneur de l'armée et de la patrie.

La loi de juridiction marquait la rentrée de l'armée dans la politique après une période d'effacement qui avait duré plus de trente ans. De nouveau, les militaires allaient intervenir directement dans la vie publique, obligeant le pouvoir civil, au cours des années qui vont suivre, à compter de plus en plus avec eux. L'armée se trouvait directement liée en particulier à l'évolution de la question catalane sous son double aspect social et autonomiste.

Ce rôle grandissant des officiers, l'action personnelle du Roi va contribuer à l'accroître encore. Dès 1902, date où prend fin la régence de sa mère, Alphonse XIII manifeste l'intention de faire de l'armée son domaine exclusif. Très entiché des choses militaires, il intervient dans les nominations, favorise les officiers qui lui plaisent et les comble de titres et de faveurs.

D'autre part, l'armée qui rongait son frein depuis la perte des vieilles colonies, trouve durant ces mêmes années un nouveau champ d'action au Maroc. A partir de 1906, après la Conférence d'Algésiras, l'Espagne va s'efforcer d'étendre militairement sa sphère d'influence dans le Nord de l'Empire chérifien, en partant des présides côtiers, Ceuta et Melilla, qu'elle y possède depuis plusieurs siècles. Mais les Espagnols se heurtent aux tribus belliqueuses du Rif qui, tirant parti d'un terrain particulièrement difficile, leur infligent à plusieurs reprises de graves échecs; il faudra plus de vingt ans pour venir à bout de la résistance des Rifains. Or, le sentiment populaire, encore sous le coup des longues et stériles campagnes de Cuba, est tout de suite peu favorable à l'entreprise marocaine, et il en est de même pour l'opinion publique de gauche. En revanche, le Roi et les militaires jouent à fond la carte marocaine, et ont de plus en plus tendance à considérer le Maroc comme un champ d'action bien à eux, dans lequel le pouvoir civil n'a pas à intervenir. Ces différents facteurs, joints à l'impréparation des troupes, aux revers parfois sanglants qu'elles essuient, aux rumeurs de scandales financiers dont la presse d'opposition se fait périodiquement l'écho, vont contribuer à lier étroitement les affaires du Maroc à la politique intérieure espagnole entre 1907 et 1925. On le constate dès 1909, au cours de la crise qui éclate à Barcelone, la plus grave qu'ait subie le pays depuis le rétablissement de la Monarchie.

Le gouvernement ayant eu l'idée maladroite de faire appel à des réservistes catalans pour renforcer l'armée du Maroc alors en difficulté, des manifestations violentes ont lieu à Barcelone. Excitée par Lerroux,

qui mène depuis plusieurs années une campagne violemment anticléricale, la foule catalane brûle une vingtaine d'églises et de couvents et massacre les prêtres. C'est la fameuse "Semaine Sanglante" qui est suivie d'une brutale répression atteignant même des gens n'ayant pris aucune part directe au mouvement, tel le propagandiste libre penseur Francisco Ferrer.

L'émotion est grande dans le pays et le cabinet au pouvoir doit démissionner. Il était pourtant dirigé par le seul homme politique qui, depuis la disparition de Cánovas, paraissait s'élever à une conception d'ensemble des problèmes nationaux, Antonio Maura. Maura, conservateur intransigeant mais énergique, ne cachait pas la nécessité d'une "révolution par en-haut" et semblait décidé à dépasser les jeux parlementaires stériles dans lesquels se complaisaient la plupart des chefs politiques. Mais, s'il manifestait la volonté de s'opposer aux abus les plus criants et affirmait son intention de restaurer l'autorité de l'Etat, Maura n'en acceptait pas moins de se prêter aux combinaisons électorales douteuses de son ministre de l'Intérieur, La Cierva. Cette contradiction, ainsi que l'ostracisme dont fut frappé Maura au cours des années qui suivirent le Semaine Sanglante, firent que le "Maurisme", qui avait rencontré à l'origine une large audience dans la jeunesse, resta un espoir sans lendemain.

Un effort analogue à celui de Maura, mais conçu dans un esprit différent, fut tenté un peu plus tard par un libéral, Canalejas. Désireux de réaliser un des objectifs traditionnels de son parti, Canalejas, tout en protestant de son respect pour l'Eglise, s'en prit aux privilèges excessifs de certains ordres religieux. Sans doute avait-il le désir, en ouvrant cette brèche dans les vieilles structures, de préparer une démocratisation et une modernisation de la société espagnole dont il sentait profondément la nécessité. Il n'eut pas le temps d'aller plus avant dans cette voie; en 1912, il fut, comme Cánovas, assassiné par un anarchiste.

Après sa mort, l'émiettement des deux grands partis en fractions rivales dont les chefs se disputaient âprement le pouvoir, entraîna une instabilité ministérielle que l'intervention du Roi aggrava encore (1). Alphonse XIII, loin de se cantonner dans un rôle d'arbitre comme l'avaient fait Alphonse XII et la Régente Marie-Christine, n'avait pas tardé à prendre goût aux jeux compliqués du parlementarisme espagnol; il s'y révéla vite un partenaire de première force. A la suite d'une évolution paradoxale, contraire sinon à la lettre de la Constitution du moins à la pratique gouvernementale telle que l'avait conçue Cánovas, c'est le Roi qui finit par tenir entre ses mains, grâce notamment à son droit de

1) Il y a eu 62 ministères en Espagne de 1874 à 1923.

dissolution, le sort des fragiles combinaisons ministérielles. Les leaders politiques se disputèrent le concours du Monarque, et le Palais devint de plus en plus un foyer d'intrigues parlementaires au milieu desquelles Alphonse XIII évoluait avec virtuosité.

A l'écart des querelles byzantines dans lesquelles s'épuise un système qui fonctionne de plus en plus mal, d'autres forces politiques se développent. Si les divisions internes des républicains freinent leurs progrès, le Parti socialiste s'organise méthodiquement dans certaines régions, notamment Madrid et les provinces du Nord; en 1910, son chef Pablo Iglesias est élu député de Madrid. En Andalousie, secouée périodiquement par de terribles crises agraires, l'emprise des anarchistes s'étend en dépit de la persistance du "caciquisme". Dans l'inquiète Catalogne, l'anarchosyndicalisme progresse et gagne même du terrain au détriment des démagogues radicaux à la Lerroux. C'est en 1910 que les syndicats d'obédience anarchiste se groupent dans la "Confederación Nacional del Trabajo"(C.N.T.).

Enfin une volonté de rénovation, accompagnée d'une condamnation plus ou moins totale du régime que connaît l'Espagne depuis la Restauration, se manifeste dans les milieux intellectuels. Le problème national est pour les écrivains de la célèbre génération de 98, et tout spécialement pour le plus grand d'entre eux, Unamuno, un sujet de préoccupation constante. On retrouve le même souci, avec peut-être une volonté plus marquée d'action directe, dans la génération plus jeune chez un Ortega y Gasset, un Pérez de Ayala. Au cours d'une conférence qui eut un grand retentissement, Ortega y Gasset dénonce vigoureusement le caractère "fantomatique" de la politique officielle. "Toute une Espagne, s'écrie-t-il, avec ses gouvernants et ses gouvernés, avec ses abus et avec ses usages est en train d'achever de mourir" (1). Pour préparer l'avenir, Ortega fonde en 1914, avec d'autres écrivains, une "Lliga de educación política", qui se propose de travailler au renouvellement de la vie publique. De leur côté, les théoriciens du catalanisme aspirent à étendre à toute l'Espagne par le moyen d'une large décentralisation, la conception moderne et efficace de l'Etat qu'ils voudraient faire prévaloir.

La première guerre mondiale qui éclate va précipiter l'évolution en cours. L'Espagne reste neutre, mais les controverses entre "germanophiles" et "aliadophiles" accroissent encore la confusion politique, tandis que le pays connaît soudain une activité économique extraordinaire. La Catalogne et les provinces du Nord travaillent à plein rendement pour

1) Cité par MADARIAGA (Salvador de), España, Una moderna historia, New York, F.A. Praeger, 1958, p. 355.

les alliés. Mais en contrepartie les prix montent, et le mécontentement qui gagne de nombreuses catégories sociales va entraîner, en 1917, de graves événements, au cours desquels les fondements mêmes du régime sont mis en cause.

C'est l'armée, spécialement ses cadres moyens, que l'on trouve à l'origine de cette crise. Les officiers supportaient de plus en plus malaisément l'intrusion de l'arbitraire royal dans les nominations, et se plaignaient de la croissante insuffisance des traitements; certains d'entre eux créèrent des "Juntas de Défense", véritables associations professionnelles destinées à faire aboutir les revendications des militaires, en utilisant les procédés mêmes des syndicats.

Favorisé sans doute par la Franc-Maçonnerie, traditionnellement très répandue chez les officiers, le développement des "Juntas" fut rapide. Le danger qu'elles présentaient pour l'Etat apparut clairement lorsqu'elles lancèrent un manifeste qui constituait un véritable ultimatum. Mais certains des milieux favorables à une politique de rénovation virent pour leur part dans les "Juntas" un moyen de réaliser les transformations profondes qu'ils souhaitaient. Avec l'appui de l'armée, par l'intermédiaire des "Juntas", qui renouaient en quelque sorte avec une certaine tradition militaire "libérale" du siècle précédent, il devenait possible d'exercer une pression décisive sur le gouvernement privé de son instrument de défense essentiel. C'est ainsi que se forma une coalition hétéroclite, groupant derrière les "Juntas", les régionalistes catalans de la "Lliga", les républicains, les réformistes de Melquiades Alvarez soutenus par les industriels du Nord, les radicaux de Lerroux et même les socialistes. Soixante dix députés se réclamant de ces différentes tendances se rassemblèrent à Barcelone et, passant outre à l'interdiction du gouvernement, se formèrent en "Assemblée des Parlementaires" réclamant, entre autres choses, la convocation de Cortès Constituentes librement élues. C'était un véritable conflit ouvert entre les tenants du vieux système d'un côté, les partisans d'une politique de rénovation de l'autre. Pour la première fois depuis la Restauration, le régime était mis en question, le trône lui-même semblait menacé.

Mais, à ce moment qui pouvait être crucial pour l'avenir du pays, de graves troubles sociaux éclatèrent. Par solidarité avec les employés des chemins de fer du Nord en grève, les deux centrales syndicales rivales, l'U.G.T. socialiste et la C.N.T. anarchiste, pour une fois d'accord, décidèrent la grève générale. Afin de la briser, les pouvoirs publics firent appel à l'armée et celle-ci, obligée de faire un choix décisif, se rangea du côté du gouvernement et parvint non sans mal à rétablir l'ordre.

Le mouvement de rénovation ne devait pas survivre à cette épreuve de force. Tandis que disparaît l'espoir mis par la gauche dans les "Juntas" qui se cantonnent désormais aux seules questions d'avancement, les cata-

lanistes de la "Lliga", effrayés par les menaces de subversion sociale, acceptent de participer, à côté d'autres réformistes, à un ministère d'Union Nationale où leur chef Cambo figure à côté de Maura et de la plupart des leaders politiques.

L'existence de ce gouvernement, miné par les dissensions internes, est brève, et pendant plus de cinq ans le pays essaie en vain de retrouver un relatif équilibre politique. Une dizaine de cabinets de concentration où la "Lliga" est généralement représentée se succèdent sans parvenir à durer. Le "turno" du temps de Cánovas et de Sagasta ne fonctionne plus, le contrôle des élections par le gouvernement s'avérant chaque jour plus difficile en raison de l'éveil de l'opinion publique, surtout dans les villes. En face d'un parlementarisme discrédité et impuissant, l'action personnelle du souverain s'accroît encore, mais, plus que jamais, le Roi doit compter avec l'Armée qui, consciente d'avoir sauvé le régime en 1917, attend son heure.

Du côté des forces d'opposition, les conséquences de la crise de 1917 ne sont pas moins importantes. En Catalogne notamment, la "Lliga", discréditée par sa collusion avec Madrid, perd du terrain au profit des catalanistes de gauche, tandis que l'ascendant croissant des anarcho-syndicalistes sur la classe ouvrière exacerbe les antagonismes sociaux et entraîne une nouvelle flambée terroriste. Les choses sont rendues plus complexes encore en raison du tournant pris par la "Lliga", qui rapproche les milieux d'affaires catalans des militaires, violemment anti-autonomistes, mais décidés à maintenir l'ordre coûte que coûte, fût-ce par les moyens les plus brutaux. Lorsque, en septembre 1923, le capitaine général de Barcelone Primo de Rivera, se soulève contre le gouvernement libéral de García Prieto, il a l'appui des capitalistes de Barcelone.

3) La dictature de Primo de Rivera (1923-1931) -

Mais ce n'est pas essentiellement le problème catalan que l'on trouve à l'origine de ce "pronunciamiento" de 1923, qui marque la fin du régime parlementaire que l'Espagne connaissait depuis cinquante ans, et le début d'une période autoritaire. Outre la dégradation de la situation générale, les événements du Maroc semblent bien avoir joué un rôle déterminant. En 1921, les Espagnols avaient essuyé dans le Rif les très graves revers d'Annual, et depuis lors de vaines tentatives avaient été faites pour pacifier le Protectorat. L'opinion était d'autant plus nerveuse que la responsabilité personnelle d'Alphonse XIII paraissait engagée dans l'affaire d'Annual. Une commission parlementaire d'enquête allait faire connaître ses conclusions au moment même du coup d'Etat. Peut-être cette dernière circonstance explique-t-elle l'attitude du Roi. Refusant de faire obstacle au mouvement, il confie lui-même le pouvoir au général Primo de Rivera.

S'entourant d'un "Directoire" comprenant à l'origine uniquement des militaires, Primo de Rivera, après avoir condamné le parlementarisme corrompu, et affirmé que le "turno" avait définitivement fait son temps, procéda à la dissolution des Cortès et suspendit les garanties constitutionnelles. Ainsi se trouvait instaurée en fait une dictature qui allait durer jusqu'en 1930. Sans prétendre suivre en détail son évolution, il faut en souligner les caractères.

Beaucoup tiennent à la personnalité même du dictateur. Contemporain de Mustafa Kemal et de Mussolini, Primo reste pourtant un homme du XIX^e siècle, bien plus proche d'Espartero ou de Narvaez, ses prédécesseurs espagnols du siècle dernier. Comme eux, il veut remettre en ordre le pays, les "politiciens" s'étant avérés incapables de faire face à une situation difficile. Pour cela, point de refonte de l'Etat ni de modifications radicales dans les conceptions; à partir des idéaux traditionnels : Patrie, Religion, Monarchie, l'action d'un homme clairvoyant et décidé, "administrant à chacun suivant ses mérites, comme l'écrit Madariaga, une justice impulsive et sommaire" (1), suffit parfaitement. Et, de fait, dans un certain nombre de domaines, la Dictature aboutit à des résultats incontestables. Primo de Rivera parvient à pacifier complètement le Maroc; favorisé par la prospérité générale des années 1925, il permet à l'Espagne de faire des progrès notables en matière économique; il améliore considérablement la législation du travail, ce qui lui vaut, au moins pendant un temps, l'appui de certains syndicats de l'U.G.T. Enfin, la volonté de rupture totale manifestée par le Dictateur à l'égard des anciens partis (leurs leaders furent systématiquement écartés du pouvoir et certains ministres du dernier gouvernement furent poursuivis) marque le déclin définitif des caciques. La dissolution des municipalités en particulier, décidée par Primo, porte aux caciques un coup très rude. Dans le Sud du pays, où le joug du caciquisme pesait lourdement sur les paysans, cette réaction contre une tutelle de plus en plus difficilement supportée fut bien accueillie, et valut au dictateur une réelle popularité.

Mais bien des problèmes, parmi les plus importants, restent en suspens. En Catalogne, Primo de Rivera, quoique soutenu à l'origine par la haute bourgeoisie de Barcelone, adopte une politique de centralisme intransigeant, revenant même sur les quelques avantages obtenus par les Catalans en matière de décentralisation un peu avant la guerre de 1914. Si Barcelone connaît pendant quelques années le calme dans la rue, grâce surtout à la dissolution de la C.N.T., la Catalogne n'en devient pas moins bientôt un foyer d'opposition particulièrement agissant.

1) MADARIAGA (Salvador de), op. cit., p. 392.

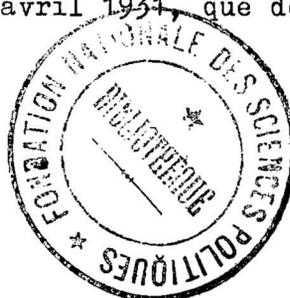
La Dictature rencontre très vite également l'hostilité des intellectuels et de la partie évoluée et "gauchisante" des classes moyennes. Les entraves apportées par le général Primo de Rivera à l'exercice des libertés essentielles, généralement respectées par les gouvernements de la Restauration, les mesures maladroites prises à l'encontre de certains écrivains ou universitaires tel Unamuno, les privilèges excessifs accordés à l'Eglise en matière d'enseignement sont vivement ressentis dans les milieux de la petite et moyenne bourgeoisie avancée, par ailleurs peu suspecte de sympathie pour les militaires.

Les opposants n'ont aucune peine à mettre l'accent sur l'impression d'arbitraire et d'incohérence que donne de plus en plus le nouveau pouvoir. Après les succès des premières années, tandis que le pays se lasse de la prétention à tout régenter manifestée par le Dictateur, il devient évident que l'on ne débouche sur rien de constructif. Primo de Rivera fait bien certaines tentatives pour "constitutionnaliser" son action : il crée une sorte de parti unique, l'"Union Patriotique" et réunit une "Assemblée Nationale", mais sans parvenir à fonder une véritable légalité, à définir un régime authentique.

Incapable de construire, la Dictature avait en revanche porté de graves atteintes à certaines institutions. Bien qu'il n'ait jamais eu toute l'Armée derrière lui, certains corps comme l'Artillerie lui devenant même franchement hostiles, Primo de Rivera n'en fournissait pas moins la preuve que les militaires s'avéraient incapables de prendre en charge l'Etat de façon durable. Quant aux partis dynastiques traditionnels, il avait contribué de façon décisive à leur liquidation, portant ainsi le coup de grâce au système mis sur pied après la Restauration. Surtout, la Monarchie elle-même se trouvait compromise en raison de l'attitude personnelle du Roi. Ayant confié le pouvoir au Dictateur, ayant accepté la mise en sommeil de la Constitution dont il était le gardien, Alphonse XIII apparaissait lié à Primo. Au delà même de sa personne, le principe monarchique se trouvait mis en cause. On allait s'en rendre compte, lorsque le Roi, sacrifiant le Dictateur, voulut assurer, sans trop de risque pour la Monarchie, le retour à la normalité constitutionnelle.

Le général Berenguer, successeur de Primo, choisi en raison de sa réputation libérale, se heurte à une opposition qui prend de plus en plus une allure antidynastique. D'anciens ministres de la Monarchie, comme Alcala Zamora, se rallient à la République et conseillent aux éléments catholiques et modérés de se joindre à eux. La situation économique et financière difficile augmente encore le mécontentement, si bien que le gouvernement, craignant un déferlement de propagande républicaine, recule devant la perspective d'élections générales. En août 1930, l'union des forces antimonarchiques est réalisée par le "pacte de Saint-Sébastien" auquel participent outre les chefs des principales tendances républicaines, les socialistes et la gauche catalane qui obtient la promesse d'un statut d'autonomie. Quelques mois plus tard, la garnison de

Jaca, en Aragon, se soulève et proclame la République, l'entreprise échoue au départ, et les deux chefs du mouvement, Galan et García Hernandez sont fusillés, mais l'émotion est grande dans le pays. En février 1931, Berenguer démissionne, cédant la place à l'amiral Aznar qui se décide à rétablir les garanties constitutionnelles et à fixer au mois d'avril des élections municipales que l'on juge moins dangereuses qu'une consultation générale. C'est de ce scrutin du 12 avril 1931, que devait sortir la République.



CHAPITRE II

L'ESPAGNE EN 1931

En ce printemps de 1931, au moment où le régime monarchique vacille, où il s'avère impossible de redonner quelque vigueur aux structures politiques d'avant la dictature qui semblent frappées d'une sclérose définitive, il convient de s'attacher à décrire les grandes forces restant en présence.

1) L'Eglise -

On ne s'étonnera pas de voir l'Eglise catholique figurer en premier lieu dans ce panorama. Nulle part en Europe, l'Eglise ne s'est autant qu'en Espagne identifiée à la tradition nationale. C'est sous le signe catholique que s'est forgé l'Etat espagnol au cours des guerres de Reconquête; plus tard le catholicisme fut intimement lié à la période la plus glorieuse de la Monarchie. Malgré les progrès des idées de sécularisation au cours des siècles suivants, l'indissolubilité des liens entre catholicisme et "hispanité" est restée un dogme intangible pour toute une famille d'esprits. "L'Espagne est l'unique pays du monde, écrit un de ces doctrinaires, où il n'a pu y avoir et où il n'y a pas eu de différence entre la constitution morale et religieuse et la constitution historique nationale... on ne peut être espagnol et ne pas être catholique, parce que si on n'est pas catholique, on ne peut être espagnol" (1). Certes, la Monarchie de la Restauration est loin de se réclamer intégralement d'une pareille théorie, mais l'Eglise n'en conserve pas moins en droit et en

1) GARCÍA MORENTE (Manuel), Ser y vida del caballero cristiano, Madrid, 1945, p. 34 ; cité par : ITURRALDE (Juan de), El catolicismo y la cruzada de Franco, Vienne, Ed. Egui-Indarra, 1955, t. I, pp. 276-277.

8. L'Union sud-africaine, par Serge HURTIG (mars 1957).
9. L'Espagne contemporaine (mise à jour 1954-1956), par Jean MEYRIAT (juin 1957).
10. Le Portugal depuis la seconde guerre mondiale, par Jean MEYRIAT (septembre 1957).
11. Le Japon depuis 1945, par Jean LEQUILLER et Pierre FISTIÉ (décembre 1957).
12. Le Mexique contemporain, par François CHEVALIER (mars 1958).
13. La Chine contemporaine, par Jean CHESNEAUX (juin 1958).
14. La Hongrie de 1918 à 1958, par Thomas SCHREIBER (septembre 1958).
15. L'Indonésie depuis 1942, par Philippe DEVILLERS (décembre 1958).
16. Les « groupes de pression » en Europe occidentale, par Jean MEYNAUD et Jean MEYRIAT (mars 1959).
17. L'Afrique du Nord, par Maurice FLORY, Roger LE TOURNEAU, Jean-Paul TRYSTRAM (juin 1959).
18. Les Etats-Unis : 1. Les partis politiques, par Serge HURTIG. — 2. La politique extérieure, par Jean-Baptiste DUROSELLE (septembre 1959).
19. La Suisse contemporaine, par Roland RUFFIELIX (mars 1960).
20. Problèmes militaires contemporains, par Raoul GIRARDET (juin 1960).
21. L'Inde contemporaine, par Gilbert ETIENNE (septembre 1960).
22. L'action des syndicats ouvriers, par André TIANO (décembre 1960).
23. La Fédération de Malaisie et Singapour, par Pierre FISTIÉ (mars 1961).
24. L'intégration européenne, par Pierre GERBET (septembre 1961).
25. Le Cambodge depuis 1941, par Philippe PRESCHÉZ (décembre 1961).
26. Problèmes politiques de la République italienne, par Jean MEYRIAT (mars 1962).
27. Les « groupes de pression » en Europe occidentale (mise à jour 1959-1961), par Jean MEYNAUD et Jean MEYRIAT (juin 1962).
28. Le régime politique britannique, par Jean et Monica CHARLOT (septembre 1962).

Série C: RECHERCHES

1. SCHRAM (Stuart R.), GUILLAUME (Françoise) — *Communisme et nationalisme dans les pays sous-développés*, quelques variations régionales (mai 1960). NF 3,00.
2. MEYNAUD (Jean) — *La pression des groupes internationaux*, esquisse d'un cadre de recherche (octobre 1960). NF 5,00.
3. HERMET (Guy), MARQUET (Jacqueline) — *Emigrants saisonniers espagnols en France*, enquête par sondage dans le département de l'Oise en 1959 (mars 1961). NF 4,00.
4. PRESCHÉZ (Philippe) — *Essai sur la démocratie au Cambodge* (octobre 1961). NF 5,00.
5. MEYNAUD (Jean), SALAH-BEY (Anisse) — *Aspects du syndicalisme africain* (avril 1962). NF 5,00.
6. DENEY (Nicole) — *Bombe atomique française et opinion publique internationale*. Etudes de cas (octobre 1962). NF 5,00.
7. BÉCARUD (Jean) — *La deuxième République espagnole, 1931-1936*. Essai d'interprétation (octobre 1962). NF 8,00.

Série D: TEXTES ET DOCUMENTS

1. *La conduite des affaires étrangères en France*, par François LE ROY (novembre 1959). NF 3,00.
2. *Fondements idéologiques du mouvement syndical africain*, documents choisis et rassemblés par Jean MEYNAUD et Anisse SALAH-BEY (mars 1962). NF 5,00.
3. *L'Afrique au Sud du Sahara*, guide de recherches, par Michel CARTRY et Bernard CHARLES (avril 1962). NF 3,00.
4. *Nationalismes africains*, textes choisis et présentés par Pierre BONNAFÉ (octobre 1962). NF 5,00.

Série E: OUVRAGES

1. GROSSER (Alfred) — *La démocratie de Bonn*. — Paris, A. Colin, 1958. (Collection « Sciences politiques »). NF 13,00.
- 1 bis. GROSSER (Alfred) — *Die Bonner Demokratie* [Traduction mise à jour et augmentée du précédent]. — Düsseldorf, K. Rauch, 1960. DM 19,80.
2. DUROSELLE (Jean-Baptiste) — *La politique extérieure des Etats-Unis de Wilson à Roosevelt*. — Paris, A. Colin, 1960. (Collection « Sciences politiques »). NF 25,00.
3. GROSSER (Alfred) — *La IV^e République et sa politique extérieure*. — Paris, A. Colin, 1961. (Collection « Sciences politiques »). NF 22,00.
4. MEYNAUD (Jean) et SCHROEDER (Brigitte) — *Les savants dans la vie internationale*. — Lausanne, 6 chemin de Mornex, 1962. (Etudes de science politique. 5). NF 12,00.

Série F: ARTICLES

Quelques-uns sont disponibles sous forme de tirés à part ; liste sur demande au Secrétariat des publications du C.E.R.I.

PUBLICATIONS PERIODIQUES

Chronologie politique africaine, bimestrielle. (Depuis janvier-février 1960.) Abonnement annuel : NF 50,00.

Les « Cahiers » (série A) sont publiés à Paris, chez A. Colin.

Les « Ouvrages » (série E) sont publiés par les éditeurs dont les noms sont donnés pour chaque titre.

Les autres séries sont diffusées par le Centre lui-même. S'adresser au : CENTRE D'ETUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES, Secrétariat des publications, 27 rue Saint-Guillaume, Paris 7^e.

Prix : 8 NF